

Compte rendu de la rencontre

ASSEMBLEE DES CITOYENS DU MONDE et CONSEIL DES TERRITOIRES CITOYENS DU MONDE

des 9 et 10 avril 2011

à la Mairie de Ungersheim
1 place de la Mairie
68190 UNGERSHEIM

THEME

*MONDIALISONS NOS VILLES, NOS VILLAGES,
NOS ASSOCIATIONS ET NOS STRUCTURES CITOYENNES,
POURQUOI ? COMMENT ?*

Participants :

- Roger **WINTERHALTER** (MCM-ARSO),
- Jean-Claude **MENSCH** (Maire de Ungersheim),
- Martine **MENSCH** (Mairie de Ungesheim),
- Daniel **DURAND** (Registre des Citoyens du Monde),
- Odile **DURAND**
- Alain **BAL** (Secrétaire Général ACM - Binges),
- Annick **BAL** (Trésorière ACM - Binges)
- Brigitte **CARRAZ** (MCM-ARSO - Mulhouse),
- Annick **SCHULLER** (Ungersheim)
- Marie **CARLENS** (Verviers – Belgique),
- Christan **DENIS** (Verviers – Belgique),
- Stany **GRUDZIELSKI** (Verviers – Belgique),
- Jean-Marc **NELISSEN** (Verviers – Belgique),
- Gisèle **CAUCHETEUX** (Verviers – Belgique),
- Marie-Françoise **LAMPERTI** (Paris),
- Olivier **D'ARGENLIEU** (Paris),
- Laurent **SON** (Paris),
- Stevens **CHELLUM** (Paris),
- Mala **CHELLUM** (Paris),
- Aurore **LAMPERTI** (Paris),
- Claudine **FISCHER** (Suisse),
- Francine **LIEMANS** (Tours),
- Françoise **MAQUIN** (Romans),
- Chantal **LACKER** (Didenheim),

- Claire **MERTZ** (Didenheim),
- Claude **PERQUIN** (ROOTS France - Mulhouse)
- Françoise **SCHERRER** (Mulhouse),
- Pierre **ESTARIA** (Cognin),
- Simone **EINHORN** (Pfastatt),
- André **BARNOIN** (MNCP),
- Claude **HOLLER** (Amitié Solidarité Gandiol N'gaolé),
- Abdelmaghid **BOUCENNA** (Mulhouse),
- Thomas **DREYFUS** (INSEF Lutterbach),
- Kim **COMPAGNON** (MCM-ARSO).

Accueil autour d'un petit déjeuner "bio et équitable" offert par la Mairie

1. On fait connaissance

Roger Winterhalter présente et remercie chaque personne présente à cette nouvelle rencontre. Les participants viennent de diverses régions : Belgique, Drôme, Paris, Tours, Dijon etc et bien-entendu de Mulhouse et des environs.

2. Présentation des expériences et supports d'actions

- **La couverture vivante** (Françoise Maquin) : ce support est un moyen pour libérer la parole des femmes dans un espace de rencontre favorisant l'expression aussi bien par la parole que par le savoir-faire.
- **Le budget participatif** (Roger Winterhalter) : Les citoyens pour qui l'on vote les budgets devraient siéger à côté des élus dont les compétences ne peuvent pas égaler celles des acteurs dits "de terrain" et directement concernés par ces budgets. Les réunions se feraient par thèmes et les élus, de décideurs exclusifs, deviendraient animateurs, co-décideurs et finalisateurs. Cf. Porto Alegre.
- Les jeux mondiaux :
- **L'économie solidaire** : Dans notre monde actuel, l'économie s'est construite sur des valeurs de rentabilité. L'économie solidaire propose un mode de fonctionnement différent où l'individu serait remis au centre des préoccupations et considéré pour ce qu'il est et non ce qu'il possède.
- **Les Maisons de la Citoyenneté Mondiale** (Brigitte Carraz) : Elles sont des lieux d'expression et d'échanges pour les citoyens. Pour "mieux vivre ensemble" et "mieux faire-Ensemble". A Mulhouse elle organise des forums, favorise le développement d'une société multiculturelle, les solidarités transnationales, la citoyenneté active et l'économie solidaire et distributive.
- **Les solidarités transnationales** (Daniel Durand) :
 - *Solidarité entre Territoires mondialisés* : Fukushima faisant partie des territoires mondialisés, un appel est lancé aux Citoyens du Monde pour envoyer un message de solidarité aux responsables de la ville. De même envers les citoyens de la Côte d'Ivoire.
 - *Les "sans-papiers"* : Laurent SON est engagé auprès des travailleurs sans-papiers de Paris. Sur le site RECIM.ORG, une Charte des Migrants est à signer et à faire valoir qui réclame les mêmes droits pour tous (droit au travail, à la libre circulation etc).

- Solidarité Mondiale contre la Faim : Contrer les transnationalisations par la volonté des citoyens de se battre. Créer une mutuelle transnationale de solidarité par une contribution personnelle de tous les pays pour financer des projets en cours.

3. Rencontres internationales - Bruxelles 2011

Sous le label Citoyens du Monde, un collectif d'ONG organise une rencontre à Bruxelles (Belgique).

Une vingtaine de personnalités issues des 5 continents sont invitées à débattre sur la nécessité de conduire une politique planétaire et les actions citoyennes qui en découlent. La réflexion s'articulera autour de 4 grands thèmes :

- l'éducation,
- la santé,
- l'environnement,
- la démocratie (en soulevant la question de la réforme de l'ONU),
- l' économie.

Les personnalités sollicitées sont susceptibles d'être en accord avec les valeurs communes aux ONG « Citoyens du Monde » organisatrices, à savoir : la remise en question des compétitions concurrentielles néfastes au bien être de l'homme et de son environnement, le développement de dynamiques pacifistes non productivistes, dans le sens strictement matérialiste du terme (en opposition à la créativité de l'être humain).

La presse internationale sera conviée. Un communiqué de presse rassemblant une dizaine de propositions sera diffusé lors de la conférence de presse prévue à l'occasion de cette rencontre.

Claude Holler souhaite qu'y soit abordé le thème de l'argent.

4. Un éco-hameau à Ungersheim

Monsieur Jean-Claude MENSCH, maire de Ungersheim nous présente sa ville dont un éco-quartier en projet de construction basé sur les 10 principes de Bedzed, un éco-quartier pilote créé en 2004 au sud de Londres :

- 1) *Zéro émission de carbone* :
 - une future centrale photovoltaïque (3 mw) pour la commune,
 - une piscine thermique de 120 m2 est opérationnelle depuis 1994,
 - réduction de la dépense énergétique + classement des bâtiments publics en fonction de leur consommation électrique.
- 2) *Zéro déchets* :
 - des produits bio sont utilisés dans les bâtiments et services administratifs,
 - zéro produits phytosanitaires chimiques.
- 3) *Transports durables* :
 - Richelieu est au service d'une vingtaine d'enfants les plus éloignés de la commune pour les emmener à l'école. Il fait partie d'un projet d'insertion du cheval par la modernité. Il assure aussi le transport des ordures ménagères.

- 4) *Alimentation durable* :
 - une cantine 100% bio (goûter inclus) est en projet, ainsi qu'une légumerie, conserverie etc
- 5) *Commerce équitable (AMAP)* :
 - consommation locale en cycle court : projet "De la Graine à l'Assiette".
- 6) *Protection biodiversité* :
 - Le projet Trèfle Rouge : Renaturation d'un terrain et sauvegarde de la faune. Les citoyens se sont mobilisés pour replanter ce terrain qui a obtenu dès la première année l'appellation "bio".
- 7) Economie d'eau ;
- 8) Protection et respect de la culture du lien ;
- 9) Matériaux durables d'origine locale ;
- 10) Mixité sociale et générationnelle.

Une campagne avec 5 objectifs :

- 1) *Voter une délibération et acheter des produits issus du commerce équitable,*
- 2) *Contribuer à développer les produits équitables dans les commerces et restaurants du territoire ;*
- 3) *Inviter les principales entreprises et organisations du territoire à acheter des produits du commerce équitable ;*
- 4) *Communiquer sur les réalisations et sensibiliser sur les enjeux du commerce équitable ;*
- 5) *Créer un conseil local pour le commerce équitable, lieu d'échanges et de propositions sur la campagne.*

5. Ungersheim se déclare territoire mondialisé

Cette rencontre a aussi été l'inauguration de l'entrée de la commune d'Ungersheim dans l'assemblée des territoires mondialisés.

6. Les commissions :

La rencontre a également été, pour les participants, l'occasion de s'exprimer en ateliers sur les sujets suivants :

6.1. Santé et environnement :

Santé : La santé peut se définir comme le bien-être physique et mental ressenti au niveau individuel et collectif et permettant à la personne de se réaliser pleinement.

Outre l'hérédité qui conditionne durablement la nature de la personne, ses forces et ses fragilités, c'est en fonction de son environnement et de son niveau de vie que l'on peut ou non se maintenir en bonne santé ou retrouver la santé lorsque celle-ci s'est trouvée compromise ou défaillante.

Le niveau de vie ne se limite pas au pouvoir d'achat, à l'accès aux soins et à la pratique du sport ; il comprend également une éducation adéquate permettant aux personnes de savoir s'alimenter en fonction de l'activité et de la saison, et la satisfaction des besoins fondamentaux préalable à tout développement équilibré tant sur le plan personnel que sur le plan collectif. La santé est donc tributaire

d'une volonté politique mettant en application des principes tels que ceux définis dans la Charte d'Ottawa (21 novembre 1986).

On signale, à ce sujet l'existence du réseau " Villes en santé de l'OMS " présent dans 27 pays d'Europe.

Ces grands principes et les initiatives engagées dans ce cadre permettent une bonne prévention en matière de santé. Cependant en matière de soins curatifs, force est de constater qu'il y a une grande inégalité devant l'accès aux soins et devant la qualité des soins. Non seulement les personnes aux faibles revenus n'ont pas accès aux soins primaires, mais le problème est aggravé par une uniformisation alignée sur les intérêts financiers et industriels. Les préventions et médecines alternatives, les savoir-faire en matière de santé sont trop souvent en désuétude quand ils ne sont pas purement et simplement interdits. Il est nécessaire que les citoyens se réapproprient leur destin, leurs savoir-faire et que les autorités établissent des politiques intégrant les différentes médecines.

Le groupe a également dénoncé la déshumanisation dont sont victimes les travailleurs : pour des motifs économiques dans un cadre de spéculation boursière, les travailleurs sont dépossédés de leurs spécialisations et astreints à des objectifs inatteignables si bien que le travail qui devrait être un espace d'épanouissement de la personne devient une hantise quotidienne quant au sort qui est réservé au travailleur interchangeable, délocalisable et corvéable à merci.

Le groupe a enfin recommandé que l'OMS se dote d'un corps d'experts véritablement indépendants et préconise la création d'organismes publics indépendants de recherche et d'analyse.

6.2. Environnement :

Energie : Les rencontres de Ungersheim se déroulent à quelques semaines du Tsunami du 11 mars, au Japon, qui a entraîné des pollutions pétrolières et des destructions importantes, mais surtout qui a ruiné le complexe électronucléaire de Fukushima , entraînant la formation de nuages radioactifs disséminés dans tout l'hémisphère nord. Il s'agit évidemment d'une catastrophe majeure, psychologiquement d'autant plus sensible à Ungersheim que l'on se trouve à quelques kilomètres de Fessenheim, site de la plus ancienne centrale atomique de France qui aurait dû être fermée depuis longtemps. A travers ces problèmes environnementaux se pose la question de l'énergie nécessaire à la vie et à l'activité de l'humanité. La politique du tout-nucléaire était un choix déjà contestable dans les années 70 ; la poursuivre maintenant compte-tenu des accidents de Tchernobyl et de Fukushima est absolument déraisonnable. Techniquement, l'humanité a maintenant la possibilité de se passer de l'électricité d'origine nucléaire, par la rénovation de l'habitat et par le choix des énergie dites renouvelables. Il serait nécessaire que les plus hautes instances élaborent des projets permettant au monde entier de sortir du nucléaire selon un calendrier concerté mais contraignant.

L'eau et la nourriture : Le consumérisme et le productivisme ambiants sont facteurs de comportements dommageables : les aliments ou leur conditionnement voyagent beaucoup, on essaie de produire de tout en toute saison et en grande quantité au moindre coût financier, mais l'air, l'eau et la terre le paient cher, tant par l'usage des produits de la pétrochimie que par les rejets dans l'atmosphère, en mer et dans le sous-sol, et au final, c'est la santé humaine qui est en cause pour des dizaines, des centaines ou même des milliers d'années selon les produits émis ou rejetés.

On constate aussi :

- un manque de volonté politique face à l'inertie,
- des directives des institutions onusiennes ou européennes qui laissent trop de place aux intérêts des lobbies,
- des réticences quant à la réappropriation de pratiques anciennes qui ont fait leurs preuves.

Face à ces constats, quels moyens se donne-t-on pour affirmer le droit à la vie et à la vie de qualité tant pour nous-mêmes que pour les générations à venir ?

Le groupe donne plusieurs pistes :

- aux agriculteurs et aux consommateurs : l'installation de circuits courts : qu'il y ait le moins de transport possible, que l'on consomme des produits régionaux et correspondant à la saison, et en donnant la préférence aux produits issus de l'agriculture biologique,
- aux citoyens et élus locaux : que soient mis en place des organismes acceptant le dialogue et l'ouverture avec les ONG citoyennes
- aux responsables régionaux : qu'ils veillent à la qualité de l'eau et à la protection des nappes phréatiques ;
- à tous les responsables et élus : que soit mise en place une autorité mondiale de l'environnement avec compétence sur les mers et océans, et démocratiquement contrôlée par des personnes élues à cet effet.

Liens :

- charte d'Ottawa : <http://www.recim.org/doc/ottawa1986.pdf>
- réseau " Villes en santé " de l'OMS : <http://www.villes-sante.com/>

Synthèse Daniel DURAND

6.3. Commission Économie Solidaire :

Au préalable il est précisé la nécessité de promouvoir le budget participatif, des décisions ou chacun est pris en compte; que par ailleurs il ne s'agit pas d'une crise mais de la faillite d'un système basé sur l'exploitation et la spéculation.

Propositions :

- Promouvoir la décroissance des échanges individuels et collectifs face à l'attraction commerciale mondiale actuelle au profit d'une croissance des échanges non spéculatifs, des services, des produits utiles au bien commun.
- Non à la spéculation immobilière, promouvoir le droit d'usage, chacun de nous à droit "à une bonne vie".
- Dans une société basée sur le droit privé promouvoir à chacun le droit "à une bonne vie", à se loger, se nourrir, à une vie saine, à un revenu d'existence : limiter les écarts avec un revenu minimum et un revenu maximum, garantir un revenu décent pour tous en lien avec l'engagement du citoyen.
- Diminuer la part de la marchandisation du travail (saliariat) par la promotion de la diminution de la durée du travail marchand, aller vers le remplacement du salariat productif par la reconnaissance de la contribution solidaire de chacun à la satisfaction de besoins collectifs.
- Expérimentation d'une monnaie complémentaire non spéculative.

- Rappel de la non volonté de la commercialisation des ressources fondamentales.
- Arrêter la spéculation et revenir à des échanges de base, plus élémentaires, proches de tout citoyen.
- Répondre à des besoins réels en partant des ressources locales et de l'environnement.

Synthèse Brigitte CARRAZ

6.4. Démocratie

Le travail de recherche de l'atelier « Éducation et démocratie » pose d'emblée la question du lien entre ces deux entités :

- peut-on parler d'une véritable éducation sans « une éducation à la démocratie » ? Au « vivre » et au « faire » ensemble ?
- peut-on parler d'une démocratie qui ne prendrait pas comme levier les fonctions essentielles de l'éducation ?
- qu'est-ce qu'on entend par « éduquer » ?

Au sein de l'atelier les participants s'accordent à dire qu'il ne s'agit pas seulement d'imposer des règles pour obliger tout le monde à les respecter ou à les suivre. Ce n'est pas seulement « instruire » c'est-à-dire selon l'étymologie latine « introduire, mettre dedans » mais au contraire « faire sortir » « mettre dehors » « éveiller ».

Il faut donc permettre que l'être humain ou le citoyen s'exprime, qu'il se « réapproprie sa propre parole ». A ce propos, Françoise Maquin soulève la question du système scolaire, de la pédagogie employée selon les principes de l'école de « Jules Ferry » où il y a « un apprenant » et celui qui « reçoit passivement » le savoir et la connaissance.

Dans le groupe de travail, si les participants reconnaissent le bien-fondé des principes de Jules Ferry (égalité, ... accès au système scolaire par la gratuité de l'enseignement etc.), cette pédagogie génère aussi des dépendances envers autrui, de la passivité, de la concurrence « non stop » par rapport à autrui. Les procédés utilisés comme seuls critères d'évolution : **il faut dépasser l'autre, il faut être le meilleur, il faut « le battre » ...et finalement « arriver le premier pour prendre la place ».**

D'une certaine façon : on prend, on consomme, on ne donne rien, on garde pour soi, etc.

Prendre et ne rien donner, ne rien partager, ne pas être « solidaire » ...pour être choisi et reconnu comme étant le meilleur !

Autant de comportements qui nous séparent et nous éloignent les uns des autres. Ils se construisent sur la compétition, le chacun pour soi où la citoyenneté n'est plus qu'une courroie de transmission et où la notion de démocratie devient fictive.

C'est cette éducation que l'on retrouve dans la société et ce sont ces obstacles qui nous empêchent de faire vivre pleinement « la démocratie » (*pas seulement en donnant une définition théorique que l'on trouve dans les manuels*) et cela à tous les niveaux :

- quartiers,
- villages,
- communes,

- villes,
- États.

Pour le groupe il ressort qu'il y a démocratie lorsque le citoyen «se réapproprie sa parole» , «son histoire», donc «son futur» et que chacun s'en sente capable.

Car, qui peut s'arroger le droit de désigner celui qui peut ou ne peut pas parler ? En vertu de quoi ? N'est-ce pas une façon comme le souligne l'animatrice de l'atelier de déposséder l'autre de son propre discours ?... pour le remplacer par quoi ?...par ce que qu'on voudrait qu'il dise ?

«Permettre à la démocratie d'exister c'est aussi s'engager à plusieurs», reprend Françoise car seul on ne peut rien.

Quels sont les moyens pour réaliser cela ?

Déjà en créant des espaces de convivialité au sein desquels on pourra dépasser nos désaccords, nos idées reçues, la peur de l'autre, de celui qui est différent de nous, de notre formalisme, ...

Faire circuler le plus d'informations possible en projetant des films, en réalisant des reportages, en ouvrant des débats et ceci chacun avec les moyens dont il dispose , chacun dans son environnement (quartiers, villes, communes, villages, établissements scolaires, milieux associatifs, etc.), contribuer à favoriser le développement des «*écoles à la marge*» et des lieux d'éducation populaire.

C'est une des manières de nous «rééduquer» à la solidarité à partir cette notion «nous sommes tous capables», chacun à son niveau «peut quelque chose» dans son microcosme comme dans ce microcosme qu'est la société.

En étant des acteurs et des actrices d'une société à transformer nous pouvons faire vivre la parole citoyenne et utiliser ainsi d'une autre façon notre temps et notre liberté.

Synthèse M.F LAMPERTI